

Marie-Aude Fouéré, Marie-Emmanuelle Pommerolle et Christian Thibon (dir.)

Le Kenya en marche, 2000-2020

Africae

Chapitre 7

La gestion des ressources naturelles (eau et forêt) au Kenya. Des politiques centralisées, entre exclusion et participation des populations locales

Gaële Rouillé-Kielo

DOI : 10.4000/books.africae.2154

Éditeur : Africae

Lieu d'édition : Paris & Nairobi

Année d'édition : 2020

Date de mise en ligne : 15 décembre 2020

Collection : Africae Studies

EAN électronique : 9782957305865



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2020

Référence électronique

ROUILLÉ-KIELO, Gaële. *La gestion des ressources naturelles (eau et forêt) au Kenya. Des politiques centralisées, entre exclusion et participation des populations locales* In : *Le Kenya en marche, 2000-2020* [en ligne]. Paris & Nairobi : Africae, 2020 (généré le 16 juin 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/africae/2154>>. ISBN : 9782957305865. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.africae.2154>.

La gestion des ressources naturelles (eau et forêt) au Kenya

Des politiques centralisées, entre exclusion et participation des populations locales

Gaële Rouillé-Kielo

Aux yeux du monde, en particulier occidental, l'image du Kenya est fortement associée aux vastes paysages de la savane, lieu de vie d'une faune considérée comme exceptionnelle mais menacée. Le pays attire également régulièrement l'attention des médias internationaux lors d'épisodes météorologiques extrêmes, comme durant la période de sécheresse particulièrement longue et intense de 2017. Dans un pays déjà exposé à un stress hydrique important¹, les effets du réchauffement climatique inquiètent et font craindre que ce type d'épisodes ne devienne plus récurrent et prononcé. Sur la scène régionale et internationale, le Kenya occupe également une place particulière dans le domaine de la protection de l'environnement. Sa capitale Nairobi accueille ainsi plusieurs sièges régionaux ou mondiaux d'organisations très influentes dans ce domaine, comme celui du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) qui s'y est implanté lors de sa création en 1972.

Depuis le xx^e siècle, la protection des ressources naturelles au Kenya s'est principalement caractérisée par la création d'aires protégées soumises à des régimes de protection plus ou moins stricts selon leur statut. Ces aires protégées représentent aujourd'hui 12,7 % de la superficie totale du pays². Cependant, la présence d'activités économiques et d'infrastructures à

1. En référence à l'indicateur monté par Falkenmark (1989), un pays est considéré comme en « état de stress hydrique » lorsque ses disponibilités en eau sont inférieures à 1 000 mètres cubes par personne et par an. En 2009, la disponibilité en eau par personne par an au Kenya était estimée à 647 mètres cubes (RoK, WRMA 2009). Ce chiffre est néanmoins en évolution constante, selon l'évolution démographique, mais aussi les disponibilités en eau connues, et peut-être exploitables dans le futur (la découverte de deux aquifères géantes dans le *county* de Turkana en 2013 modifie largement l'estimation du volume global des ressources en eau potentiellement mobilisables sur le territoire national).

2. Le Kenya compte 348 aires protégées, qui s'étendent sur 75 237 km² (KWTa 2016, 11). Environ 8 % de la superficie du pays correspondent à des réserves et parc nationaux gérés par le Kenya Wildlife Service.

proximité directe, voire à l'intérieur, de parcs nationaux³ fait régulièrement rejaillir des tensions entre les partisans d'une protection stricte des espaces dits « naturels » et ceux qui soutiennent une approche plus flexible de l'usage des ressources naturelles en vue de permettre le développement économique du pays.

Dans un chapitre de la dernière édition du *Kenya contemporain* (1998), intitulé « La conservation des ressources naturelles. De l'exclusion à la participation communautaire », Jean-Luc Ville revenait sur l'évolution des modalités de protection des ressources naturelles et pointait les prémices d'une ouverture à la participation des populations locales. Dans les années 1990, plusieurs initiatives soutenues par le Kenya Wildlife Service avaient en effet vu le jour pour permettre aux populations riveraines des parcs nationaux de participer aux activités de conservation, en particulier *via* le développement de l'éco-tourisme (Nelson & Agrawal 2008, 557-585).

L'injonction nouvelle à une « gestion intégrée » des ressources naturelles, qui encourage notamment la participation des usagers de ces ressources, telle que promue depuis plusieurs décennies sur la scène internationale, a trouvé au Kenya, comme dans beaucoup de pays du monde, un certain écho. Le « paradigme intégrateur » défendu par les décideurs et acteurs de la sphère environnementale à l'échelle internationale (notamment après la publication de la *Stratégie mondiale de la conservation* en 1980 par l'UICN, le PNUE et le WWF) correspond à un « élargissement des objectifs de protection de la nature vers des considérations non écologiques et plus largement sociales » (Depraz 2008, 109). Les modèles de gestion qui s'inspirent de cette vision encouragent la participation des populations locales dans les projets de conservation, et favorisent la délégation à des acteurs locaux de certaines prérogatives du pouvoir central afin que les prises de décision se fassent dans une démarche davantage ascendante (dite *bottom-up*) (Rodary & Castellanet 2003). Ce changement d'approche ne concerne pas seulement les grandes organisations environnementales, mais inspire des modifications dans les cadres législatifs nationaux de nombreux pays, à l'instar du Kenya.

À l'échelon national, la question d'une participation plus importante des populations dans la gestion des ressources naturelles a également fait l'objet d'une politisation croissante dans les années 1990, avec la remise en cause par la « société civile » kényane de la mainmise de l'État central dans ce domaine. Ce contexte sert également d'arrière-plan aux réformes mises en œuvre dans les années 2000 qui se caractérisent par une volonté affichée de

3. On peut penser à titre d'exemples à la présence de la station géothermique d'Olkaria à l'intérieur du parc Hell's Gate à Naivasha ou bien au passage de la nouvelle ligne de chemin de fer rapide *Standard Gauge Railway* (SGR) reliant Mombasa à Nairobi par le parc national de Nairobi.

déléguer certaines prérogatives du pouvoir central à des échelons inférieurs dans la gestion des ressources naturelles.

Pour explorer les réorientations des politiques environnementales au Kenya depuis le début des années 2000, ce chapitre se penche plus particulièrement sur les ressources forestières et hydriques, régulièrement présentées comme menacées du fait de pressions variées liées à la croissance démographique et à l'appétit foncier et une gouvernance inadaptée. Il s'appuie essentiellement sur une revue de la littérature consacrée à ces questions, ainsi que sur des données empiriques principalement collectées dans la région de Naivasha⁴ auxquelles il sera fait ponctuellement référence. Certaines informations sont aussi tirées d'entretiens avec des acteurs associatifs ou des fonctionnaires d'institutions publiques. Après avoir présenté l'évolution du cadrage de la question de la protection des ressources hydriques et forestières, fortement imbriquée dans des enjeux politiques, nous questionnerons les effets des réformes des politiques de gestion de ces ressources, en particulier *via* l'introduction d'associations d'usagers.

1. Les nouveaux enjeux politiques et écologiques de la protection des forêts au Kenya

Les espaces forestiers classés comme « réserves » se situent principalement dans les hautes terres kényanes, au cœur du « Kenya agricole utile » (Raison 1994), soit l'« étage compris entre 1 500 et 2 500 mètres d'altitude [qui] constitue un optimum écologique pour l'occupation humaine » (Calas 1998, 17). Elles se trouvent donc à proximité directe des zones les plus densément peuplées du pays, car les mieux arrosées et parmi les plus fertiles. Ces forêts, essentiellement composées d'essences endémiques, sont qualifiées d'*indigenous forests*⁵ (Wass 1995). L'usage des ressources y est limité à la collecte de bois mort et au pâturage du bétail, et l'abattage des arbres et la mise en culture y sont totalement interdits. La gestion de ces espaces constitue un enjeu écologique et politique extrêmement fort au Kenya, en particulier depuis une décennie avec la mise en place de programmes de « réhabilitation » des forêts d'altitude, désignées par l'expression de « *water towers* » (« châteaux d'eau »). Ces programmes participent à l'effort national d'augmentation du couvert arboré.

4. Dix mois de terrain entre mars 2014 et décembre 2016.

5. Définie par les autorités comme « *a forest which has come about by natural regeneration of trees primarily native to Kenya, and includes mangrove and bamboo forests* » (Republic of Kenya 2005).

Une remise en cause du contrôle du pouvoir central sur les forêts

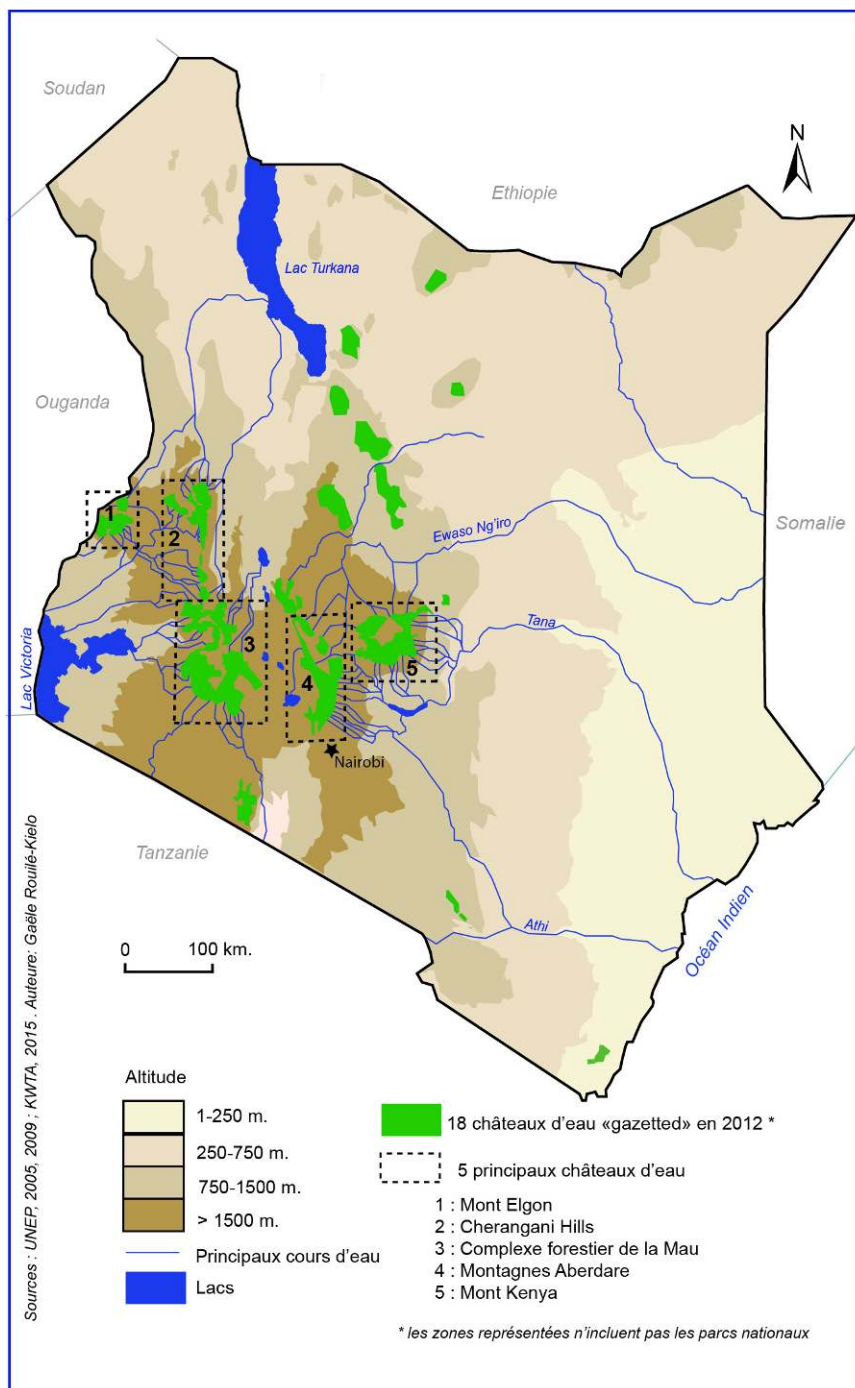
Depuis l'époque coloniale, de nombreuses réserves forestières ont été déclassées pour autoriser l'installation d'individus privés ou d'institutions publiques (écoles, hôpitaux etc.). Cette pratique a été le fait des gouvernements centraux qui se sont succédé au pouvoir (Boone 2012), et s'est révélée particulièrement intense sous le mandat de Daniel arap Moi (1978-2002). La publication du *Report of the Commission of the Inquiry into the Illegal/Irregular Allocation of Public Land*, mieux connu sous le nom de « rapport Ndung'u » (en référence au nom de son auteur principal), en 2004, a mis au jour l'ampleur de ce phénomène et l'implication directe de la classe dirigeante et de l'administration centrale (Southall 2005). Si les parcs nationaux ont été épargnés, les réserves forestières ont, quant à elles, fait l'objet de nombreuses malversations. Le rapport révélait ainsi que les espaces forestiers classés ne couvraient plus que 1,7 % du territoire national au moment de l'étude, contre 3 % au lendemain de l'indépendance. L'attribution frauduleuse de réserves forestières a été particulièrement intense dans les années 1990, sous Moi, au moment où s'ouvrait une période de libéralisation politique (Klopp 2012). L'attitude dirigiste et prédatrice de l'État central en matière de gestion des ressources naturelles, est considérée comme ayant conduit à l'exploitation incontrôlée et déraisonnée des espaces publics forestiers (Constantin 2000 ; Kariuki 2006 ; 2007). La dénonciation par des mouvements de la société civile et par des personnages publics influents (à l'instar de Wangari Maathai) de ces irrégularités est devenue un motif majeur de mobilisation politique dans les années 1990. Il s'agissait alors de réclamer une plus grande transparence dans la gestion de ces forêts, celles-ci étant de plus en plus considérées comme faisant partie intégrante du patrimoine naturel national.

Un nouvel enjeu environnemental : la « réhabilitation » des « châteaux d'eau » (*water towers*) kényans

Depuis la fin des années 1990, la dégradation de ces espaces forestiers a été pointée du doigt dans plusieurs rapports. Leur « réhabilitation »⁶ figure depuis quelques années parmi les principaux projets nationaux en matière de protection de l'environnement⁷. Les mesures d'éviction des populations

6. Une expression qui semble indiquer que les activités de protection menées dans ces espaces le sont en référence à un état antérieur. Toutefois, ni les documents sur le sujet ni les réponses obtenues lors d'entretiens ne permettent de préciser à quelle époque cette expression fait référence (Rouillé-Kielo 2020).

7. Ils figurent ainsi dans les objectifs du programme stratégique national *Vision 2030* (GoK 2007) et parmi les engagements du Kenya suite à la signature de la



Carte 1. Les principaux châteaux d'eau kényans
 Sources : UNEP (2005 ; 2009) ; KWTa (2015). Auteure : Gaële Rouillé-Kielo.

installées à l'intérieur de ces forêts ont donné à cet enjeu environnemental une dimension politique très forte.

Depuis une dizaine d'années, les principales forêts de montagne du Kenya sont communément qualifiées de « châteaux d'eau » (*water towers*) et présentées par les autorités comme « les fontaines de vie et les poumons du pays » (« *the fountains of life and the lungs of the country* ») (KWTa 2015, 1). Dix-huit forêts ont été classées (*gazetted*) sous ce statut en 2012 (carte 1) et soixante-dix autres devraient l'être prochainement. Le mont Kenya, les montagnes Aberdare, la forêt Mau, le mont Elgon et les Cherangani Hills sont considérées comme les cinq principaux châteaux d'eau du pays. Ces « montagnes d'eau » (Bart 2006), sont présentées par les autorités et le PNUE, comme des supports importants de l'économie qui fournissent en eau les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de l'énergie (dont 70 % sont d'origine hydraulique). Le montant des pertes économiques lié à leur déforestation est estimé à environ 6 milliards KES par an, soit un peu plus de 50 millions EUR (PNUE 2012). Ces forêts sont par ailleurs décrites comme des réserves de biodiversité et depuis quelques années, avec le développement des politiques de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique, comme des « puits de carbone » où le dioxyde de carbone (CO₂) est capté et séquestré (PNUE 2009).

Des travaux menés par le PNUE, associés ensuite à d'autres acteurs comme l'association Kenya Forest Working Group (KFWG) depuis la fin des années 1990 se sont appuyés sur l'analyse diachronique d'images aériennes ou satellites pour analyser l'évolution du couvert forestier et mesurer le type et l'étendue des activités humaines menaçant celui-ci⁸ (PNUE 1999 ; PNUE, KWS, Rhino Ark & KFWG 2003 ; KFWG 2004 ; 2006). Malgré un manque (reconnu) de précisions pour certaines des données recueillies, les auteurs du rapport le plus récent concluaient que le complexe forestier de la Mau (considéré comme le plus grand château d'eau du pays, en termes de superficie et du nombre de cours d'eau alimentés) était de loin l'espace forestier le plus menacé ; ils appelaient les autorités à des réactions rapides (KFWG 2006). En 2008, le bureau du Premier ministre intérimaire (Raila Odinga) charge un groupe de travail composé de plusieurs institutions nationales (le KFS, le KWS, la Water Resource Management Authority et les bureaux ministériels concernés) de se pencher sur la question. Leur rapport publié l'année suivante révèle que 107 000 hectares ont été déforestés en quinze ans, soit 25 % de la superficie totale du complexe forestier. La « réhabilitation » de la *Mau Forest* entraîne l'éviction de populations

déclaration de Gaborone (*Gaborone Declaration for Sustainability in Africa*) en 2012.

8. Comme la production de charbon, la culture de marijuana, ou l'exploitation du bois.

résidant à l'intérieur des blocs forestiers – mesures qui ont été accusées de viser avant tout des groupes déjà marginalisés, les Ogiek en particulier. La « question de la Mau » constitue une étape fondamentale dans la mise à l'agenda de l'enjeu, devenu national, de la protection des *water towers* et la décision de procéder à l'éviction des populations résidentes semble préfigurer les méthodes utilisées dans d'autres espaces.

Signe de l'importance accordée à l'enjeu de la « réhabilitation » des châteaux d'eau kényans, une nouvelle institution, la Kenya Water Towers Agency (KWTa), est créée en avril 2012 afin de superviser les activités de conservation dans ces espaces. Cette agence se donne officiellement pour objectif final de faire en sorte que le Kenya ne puisse plus être considéré comme un pays en état de stress hydrique et ce malgré la forte croissance démographique⁹. Après l'échec déclaré du projet de fusion des différentes agences para-étatiques chargées de la gestion de l'environnement au Kenya (présentées dans la figure 1¹⁰), la délimitation des espaces de juridiction et des prérogatives de la KWTa pourrait venir concurrencer les mandats du Kenya Forest Service et du Kenya Wildlife Service. En effet, ces deux agences, parmi les plus anciennes et les plus puissantes du pays, n'entendent pas forcément partager la gestion d'espaces dont ils ont traditionnellement eu la charge.

Les mesures privilégiées par les autorités publiques pour la protection des châteaux d'eau au Kenya ont conduit à des restrictions plus fortes de l'usage de ces espaces. En ce sens, deux grands types d'actions ont été menés. Le premier, très controversé, a reposé sur des opérations d'éviction des populations résidant à l'intérieur de certaines réserves forestières. Ces opérations ont principalement eu lieu dans le complexe forestier de la Mau et dans les Cherangani Hills au cours des années passées¹¹ et jusqu'à très

9. On compte sur l'augmentation du couvert forestier, sur les *water towers* et ses effets bénéfiques, sur la pluviométrie et la régulation de l'écoulement des eaux de pluie. Pour davantage d'informations concernant les tendances démographiques au Kenya, voir dans ce volume Bernard Calas : « Les grands écarts du développement au Kenya ».

10. Le Kenya Forestry and Wildlife Service devait réunir le KWS, le KFS, la KWTa et la Nyayo Tea Zone. Les bailleurs de fonds, en particulier ceux du KWS, se sont farouchement opposés à la réforme dont l'objectif était de réaliser des économies budgétaires (voir notamment Ndii, David. 2015. « Why Uhuru's Parastatal Reform Was Doomed to Fail ». *Daily Nation*, 8 mai. URL : <https://nation.africa/kenya/blogs-opinion/opinion/why-uhuru-s-parastatal-reform-was-doomed-to-fail-1092180> [archive] ; Kemei, Kipchumba. 2014. « KWS-KFS Merger Opposed, Says CS ». *The Standard*, 5 avril. URL : <https://www.standardmedia.co.ke/kenya/article/2000108630/kws-kfs-merger-opposed-says-cs> [archive]).

11. Vidal, John. 2014. « Kenyan Families Flee Embobut Forest to Avoid Forced Evictions by Police ». *The Guardian*, 7 janvier. URL : <https://www.theguardian>.

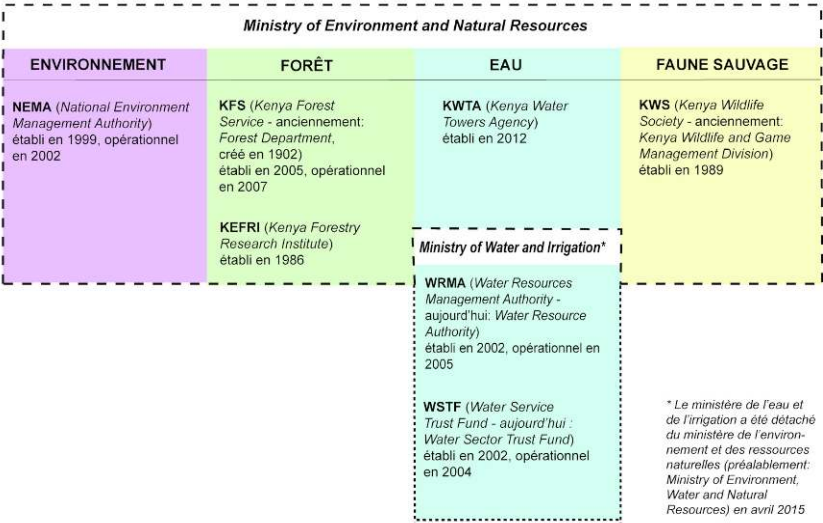


Figure 1. Les agences paraétatiques dans la gestion des ressources naturelles et leurs ministères de tutelle au Kenya
Source : sites des ministères et agences paraétatiques kényanes.
Réalisation : Gaële Rouillé-Kielo.

récemment et ont concerné plusieurs dizaines de milliers de personnes¹². À plusieurs reprises, ces opérations ont fait l'objet de dénonciations, de la

[com/global-development/2014/jan/07/kenya-embobut-forest-forced-evictions-police](https://www.com/global-development/2014/jan/07/kenya-embobut-forest-forced-evictions-police) [archive] ; Kitelo, Peter. 2016. « Does Burning Homes Save the Water Towers? Quite the Opposite ». *The Star*, 12 juillet. Repris dans *Katiba Institute* : <http://katibainstitute.org/does-burning-homes-save-the-water-towers-quite-the-opposite/> [archive].

12. En automne 2019, les autorités annoncent vouloir chasser environ 60 000 personnes de terres situées à l'intérieur de la réserve forestière au nord de Narok (Sayagie, George. 2019. « 60,000 Families Targeted in Second Mau Forest Eviction ». *Daily Nation*, 2 septembre. URL : <https://nation.africa/kenya/counties/narok/60-000-families-targeted-in-second-mau-forest-eviction-199852> [archive]). Selon l'ONG Human Rights Watch, 50 000 personnes auraient été chassées depuis 2018 de la Mau Forest, et neuf personnes auraient été tuées durant les opérations (« Kenya: Mau Forest Evictees' Plight Intensifies ». 2020. *Human Rights Watch*, 23 juillet. URL : <https://www.hrw.org/news/2020/07/23/kenya-mau-forest-evictees-plight-intensifies> [archive]). Voir également les articles de presse suivants : Mwale, Anne. 2019. « Looming Mau Phase Two Evictions Elicit Mixed Reactions ». *Kenya News Agency*, 6 septembre. URL : <https://www.kenyanews.go.ke/looming-mau-phase-two-evictions-elicited-mixed-reactions/> [archive] ; « Mau Evictions Should Be Done Humanely ». 2019. *The Standard*, 7 octobre. URL : <https://www.standardmedia.co.ke/editorial/article/2001344617/mau-evictions-should-be-done-humanely> [archive].

part d'ONG internationales de défense des droits humains à propos de la Mau¹³ et de la forêt Embobut située dans les Cherangani Hills (Amnesty International 2018). Après la mort très médiatisée d'un leader sengwer¹⁴, l'Union européenne, qui avait doté de 31 millions d'euros le programme de réhabilitation des Cherangani Hills, a décidé de suspendre son aide en avril 2018¹⁵.

L'autre type de mesures qui s'est développé ces dernières années pour la protection des châteaux d'eau consiste en l'érection de clôtures électriques autour des réserves forestières. Après la construction d'une clôture de 400 kilomètres autour des Aberdare, qui s'est étalée de la fin des années 1980 à 2009, l'organisation Rhino Ark s'est vue confier celle de la forêt Eburru, rattachée au complexe forestier de la Mau (2012-2014), et des réserves forestières du mont Kenya (depuis 2012). Cette organisation non gouvernementale, longtemps concentrée sur la protection des rhinocéros noirs et sur une seule aire géographique, les Aberdare¹⁶, a progressivement intégré d'autres problématiques comme celle de la protection des châteaux d'eau dans le cadre de l'élargissement de son espace d'action¹⁷. Alors que les activités de cette organisation ont longtemps été financées exclusivement par une levée de fonds réalisée par des individus et des entreprises dans le

13. Amnesty International (2007) ; « Kenya: Abusive Evictions in Mau Forest ». 2019. *Human Rights Watch*, 20 septembre. URL : <https://www.hrw.org/news/2019/09/20/kenya-abusive-evictions-mau-forest> [archive] ; « Kenya: Mau Forest Evictees' Plight Intensifies ». 2020. *Human Rights Watch*, 23 juillet. URL : <https://www.hrw.org/news/2020/07/23/kenya-mau-forest-etictees-plight-intensifies> [archive].

14. Robert Kiroitch, considéré comme l'un des dernier représentant d'une communauté de chasseurs-cueilleurs, les Sengwer, aurait été tué pendant une mesure d'éviction par des agents du Kenya Forest Service (Watts, Jonathan. 2018. « Kenya Forest Death: Activities Blame EU for Ignoring Human Rights Warnings ». *The Guardian*, 19 janvier. URL : <https://www.theguardian.com/environment/2018/jan/19/kenya-forest-death-activists-blame-eu-for-ignoring-human-rights-warnings> [archive]).

15. Voir sur le site du Parlement européen le texte se référant à la question E-000557/2018 en date du 19 avril 2018 (https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-8-2018-000557_EN.html [archive]).

16. Cette organisation était classée par Brockington et Scholfield (2010) dans la typologie qu'ils ont réalisée des organisations environnementales actives en Afrique subsaharienne comme entrant dans deux catégories courantes : « *Charismatic animal-orientated NGOs* » et « *Single protected area NGOs* ».

17. C'est ce dont témoignent les rapports d'activités du Rhino Ark (« Arkives ») publiés de façon biannuelle, consultables sur le site internet de l'organisation (<http://rhinoark.org/>).



Photo 1. La clôture électrique à l'est du mont Kipiriri

Photo : Gaële Rouillé-Kielo, 23 janvier 2016.

cadre de la *Rhino Charge*¹⁸, elle bénéficie de fonds publics depuis 2012 dans le cadre de la mise en place d'un partenariat public-privé¹⁹. Ceci a permis de doubler le budget de l'organisation qui a dépassé 2 millions USD en 2012 au moment du lancement de la construction des clôtures autour du mont

18. Il s'agit d'une compétition entre véhicules 4 x 4 dans des zones escarpées. Elle rapporte environ 100 millions KES par an (environ 1 million USD).

19. Entretien du 2 décembre 2016, Rhino Ark Manager, Nyeri.

Eburru (43 kilomètres), un des blocs du complexe forestier de la Mau, et du mont Kenya (450 kilomètres de clôtures, encore en cours). Les clôtures électriques sont soit en contact avec les zones de plantations forestières du KFS, soit directement avec les zones de cultures et d'habitation. Si elles restent franchissables par les habitants riverains, autorisés à y collecter du bois de chauffe ou à y faire paître leur bétail, elles ne le sont plus que par des portes d'entrée distantes de 3 à 4 kilomètres les unes des autres, ce qui constitue une contrainte pour la population.

Cette portion a été complétée en 2009, achevant le projet d'encerclement des *Aberdare*. La clôture longe les réserves forestières des flancs du mont Kipiriri et relie par un corridor le massif des *Aberdare* (à 4 km à l'est) afin de permettre les migrations des éléphants. La clôture délimite l'espace de la forêt de l'espace agricole, ici le *scheme* de Mikaro créé sur d'anciennes réserves forestières en 1969 (Rouillé-Kielo 2020).

Un objectif national ambitieux : atteindre 10 % de couvert arboré

La protection des châteaux d'eau kényans participe d'un nouvel effort national en faveur de l'augmentation du couvert arboré du pays. Le plan de développement national *Vision 2030* et la Constitution de 2010 fixent pour objectif d'atteindre et de maintenir un minimum de 10 % de couvert arboré sur le territoire national, suivant ainsi les recommandations mondiales des Nations unies à l'horizon 2030. Les textes officiels kényans précisent ce qui est entendu par l'expression *tree cover* (« couvert arboré²⁰ »). Récemment, un document publié par les autorités à propos de la stratégie nationale menée pour atteindre cet objectif donnait un échéancier à 2022 (RoK 2019).

Les mesures d'afforestation (c'est-à-dire de plantation d'arbres sur des surfaces non boisées) dans le pays peuvent prendre appui sur un réseau dense et ancien de pépinières, qui sont gérées par des particuliers, des groupes communautaires ou des associations. Cette volonté d'accroître le couvert arboré au Kenya a en effet été encouragée depuis plusieurs décennies, notamment par le Green Belt Movement fondé en 1977. L'action de planter des arbres était présentée par l'association de Wangari Maathai comme un moyen de lutter contre la supposée désertification à l'œuvre du pays – un enjeu politique majeur des années 1970 – et d'améliorer les conditions de vie des populations rurales (en particulier celles des femmes), qui pourraient trouver les ressources nécessaires aux besoins domestiques directement sur leur parcelle sans avoir à se rendre dans la forêt (Maathai

20. La plupart des rapports et des articles se réfèrent à la superficie du couvert forestier (*forest cover*), même si sa définition diverge selon les organisations. La FAO, dont nous utilisons les chiffres, catégorise comme « forêt » « une terre d'au moins un demi-hectare où les arbres atteignent une taille supérieure à cinq mètres et disposant d'un couvert forestier supérieur à 10 % [...] » (FAO 2012).

2005). Aujourd'hui, les mesures en faveur de l'augmentation du couvert arboré du pays sont également justifiées par les enjeux d'approvisionnement en eau à l'échelle nationale et de lutte contre le réchauffement climatique à l'échelle mondiale.

Étant donné que les espaces classés comme « réserves forestières » ne représentent que 3,5 % de la superficie totale du pays et qu'ils sont d'ores et déjà majoritairement boisés, les espaces ordinaires, non classés, et sous le régime de la propriété privée, sont eux aussi concernés par les objectifs d'augmentation du couvert forestier. Les agriculteurs sont ainsi incités par les autorités à consacrer 10 % de la surface de leur exploitation à la plantation d'arbres. Dans cette perspective, le développement de l'agroforesterie est promu²¹. Par ailleurs, comme observé dans la région de Naivasha, les autorités nationales et les organisations environnementales présentes au Kenya insistent sur la nécessité de privilégier des essences locales (*indigenous trees*) en lieu et place des essences exotiques à pousse rapide comme le cyprès et surtout l'eucalyptus, qui reçoivent pourtant la faveur de nombre d'agriculteurs. Les raisons avancées sont d'ordre écologique (accroître la biodiversité locale), hydrologique (les essences d'arbres locales sont moins consommatrices d'eau) et agronomique (enrichissement des sols).

Pour encourager le développement du couvert arboré, y compris dans les zones productives, et empêcher sa destruction dans d'autres, on observe depuis quelques années le développement au Kenya de projets de « paiements pour services environnementaux » (PSE) – un mécanisme de compensation reposant sur le versement d'incitatifs financiers ou délivrés en nature qui visent à encourager l'adoption de pratiques jugées plus respectueuses de l'environnement. Le Kenya figure ainsi parmi les premiers pays d'Afrique de l'Est à avoir expérimenté un programme de paiements pour services hydriques (Bennett, Carroll 2014) dans la région de Naivasha (Rouillé et al. 2015)²² – le seul projet de ce type au Kenya qui a dépassé la phase d'étude et dans lequel des transactions financières, même si modestes, ont eu lieu entre acteurs économiques de l'aval et de l'amont²³.

21. Notamment par l'ICRAF (le World Agroforestry Centre) dont un des bureaux régionaux se trouve à Nairobi.

22. Mis en place entre 2009 et décembre 2016 par le WWF (et Care-Kenya jusqu'en 2012), avec la participation financière de fermes de fleurs et d'un ranch installés autour du lac. En dehors des activités anti-érosives incitées via la plantation de bandes enherbées, les agriculteurs de l'amont qui participent au projet sont incités à planter des arbres d'essences locales sur leurs parcelles.

23. On notera que plusieurs projets de « paiements pour services hydriques » (« *payments for watershed services* ») ont été développés au Kenya, principalement dans les hautes terres, afin d'améliorer l'approvisionnement en eau de grandes villes ou de secteurs clés de l'économie. Toutefois, la recherche d'« acheteurs »

(Rouillé-Kielo 2020). Plusieurs projets de REDD+ (*Reduced Emissions from Deforestation and Forest Degradation*) ont également été mis en place dans le pays (Kariuki et al. 2018).

Selon un rapport publié par la FAO en 2015, les actions en faveur de l'augmentation du couvert forestier auraient d'ores et déjà porté leurs fruits. La superficie du territoire couverte par des forêts est en augmentation constante : de 3,5 millions d'hectares en 2000, elle est passée à un peu plus de 4 millions en 2005, puis à 4,2 millions en 2010 et enfin à 4,4 millions d'hectares en 2015²⁴. Le suivi du pourcentage du couvert arboré du pays rencontre toutefois des difficultés d'évaluation importantes. Actuellement le couvert forestier du pays s'établit officiellement autour de 7 % (KFS 2015). Cette augmentation rapide depuis 2000 (25 % en quinze ans) n'est pas seulement imputable aux efforts de reforestation ou d'afforestation du pays mais également à l'utilisation de logiciels de télédétection plus performants ou reposant sur d'autres critères de définition de la « forêt ». De fortes disparités régionales sont aussi à souligner, avec quinze *counties* dont le couvert est inférieur à la moyenne nationale, en particulier autour du lac Victoria (0,44 % pour le *county* de Kisumu) et dans le nord du pays, mais dix-sept *counties* ont déjà dépassé la barre des 10 %, notamment dans l'ancienne province centrale (38,03 % pour le *county* de Nyeri) (KwTA 2015, 31).

2. Malgré les réformes, une participation limitée des usagers

Suite aux vives critiques adressées à l'égard du caractère très centralisé de la gouvernance des ressources naturelles au Kenya, et suivant les injonctions exprimées à l'échelle internationale pour une transition vers une gestion participative et décentralisée de ces mêmes ressources, les textes de loi sectoriels promulgués au début des années 2000 (*Water Act* 2002 ; *Forest Act* 2005), sous le mandat du président Mwai Kibaki (2002-2013), semblent prendre un virage historique en matière de gouvernance. La création d'associations d'usagers témoignerait de la volonté du pouvoir central de déléguer au niveau local une partie de ses prérogatives. Néanmoins, selon des études récentes sur le sujet, la tendance globale est à une forte inertie des modes de fonctionnement précédents, avec un pouvoir décisionnel restant encore largement aux mains de l'État ou des agences para-étatiques qui le représentent localement.

de ces services hydriques a empêché leur opérationnalisation pérenne dans la plupart des cas. Le projet *Nairobi Water Funds*, actuellement développé par The Nature Conservancy, s'il voit le jour, pourrait être le premier « fonds » de ce type en Afrique (il en existe plusieurs en Amérique latine).

24. Ces chiffres ne concernent que les forêts (telles que définies plus tôt dans la note 16) et non les îlots de végétation plus petits et épars.

Les réformes de l'eau et de la forêt au Kenya

Le contenu du *Water Act* adopté en 2002 reprend les grands mots d'ordre de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) (monétarisation de l'usage, gestion par bassin et participation des usagers), eux-mêmes inspirés des principes énoncés durant la Conférence sur l'eau et l'environnement à Dublin en 1992 (Rouillé 2019). L'une des évolutions majeures²⁵ introduites par le *Water Act* consiste en la délégation d'une partie des pouvoirs de l'État central à des échelons inférieurs (Mumma 2007). De nouveaux espaces de gestion ont ainsi été découpés pour correspondre à celles des aires de drainage des principaux cours d'eau du pays²⁶. Au niveau régional, ce sont six grandes régions hydrographiques (*catchment areas*²⁷) qui ont ainsi été définies. Chacune d'elle est gérée à partir d'un bureau régional de la nouvelle institution para-étatique créée à l'occasion de la réforme, la Water Resource Management Authority (WRMA). Des comités de bassin pour chacune de ces régions ont également été mis en place. Enfin, le territoire a été découpé en sous-bassins-versants (1 237 actuellement²⁸). Chacun de ces sous-bassins-versants est censé être représenté par une Water Resource Users Association (WRUA). En juin 2014, seules 30 % des WRUA potentielles du pays avaient été établies, avec des écarts considérables entre les régions. En 2016, ce chiffre aurait atteint les 50 % (Rouillé-Kielo 2019).

Une autre réforme, celle du secteur forestier, s'engage avec l'adoption du *Forest Act* de 2005 (qui entre en vigueur en 2007). Elle s'inspire des principes de la Gestion forestière participative (*Participatory Forest Management*), modèle de gestion qui invite les pouvoirs centraux à déléguer la gouvernance des ressources forestières à des institutions locales. La réforme du secteur forestier introduit alors deux changements importants. La création de l'agence para-étatique Kenya Forest Service (KFS) tout d'abord, qui remplace le Forest Department dont l'action avait été très

25. Les autres consistant en une séparation désormais nette entre les institutions chargées de la gestion de l'eau et les services d'approvisionnement, une séparation de l'élaboration des politiques d'avec l'administration quotidienne et les régulations journalières ; l'implication d'entités non gouvernementales à la fois dans la gestion des ressources hydriques et dans les services d'approvisionnement (Mumma 2007, 160).

26. Le découpage a été guidé par le respect d'une taille critique (en termes de surface – de 150 à 200 km² par WRUA [Richards et Syallow 2018] – ou de populations représentées) et les limites des bassins versants ne sont donc pas forcément retenues.

27. Lac Victoria Nord, lac Victoria Sud, vallée du Rift, Ewaso Ng'iro Nord, Tana, Athi.

28. Entretien du 16 septembre 2016, *Assistant Technical Coordination Manager*, Community Development, WRMA.

critiquée dans le passé. Le KFS reprend la gestion de l'ensemble des forêts publiques étatiques (*State forests*). Le second changement consiste en la mise en place d'associations « communautaires », les *Community Forest Associations* (CFA) et la possibilité pour des associations déjà existantes de se faire reconnaître auprès du KFS le droit de participer aux activités de gestion des forêts publiques. Considérant qu'il ne peut y avoir qu'une seule CFA par bloc forestier, leur nombre potentiel total s'élèverait à plus de 400 dans tout le pays, dont une grande majorité aurait déjà été créée à la fin des années 2000 (Hübertz 2009). Comme dans le cas des associations d'usagers de l'eau, la définition des membres potentiels d'une CFA est à la fois très vague et potentiellement très large puisqu'il s'agit des communautés riveraines des forêts sans précision de distance (ou alors laissée à la discrétion de chaque association).

Un centralisme persistant

Malgré la volonté affichée de rompre avec une concentration des pouvoirs dans les mains du gouvernement central, les agences para-étatiques nouvellement créées, le KFS et la WRMA, qui représentent l'État au niveau local, ont un pouvoir prépondérant.

Dans le cas du secteur forestier, la création d'une CFA est soumise à l'approbation du KFS après examen des statuts de l'association et de son plan de gestion. Le KFS a également tout contrôle sur les ressources et les règles concernant leur usage. Finalement les membres des CFA sont seulement chargés d'assurer la surveillance de l'état des ressources et d'assurer un contrôle des droits d'usage. Il s'agit donc davantage d'un modèle de gestion forestière collaborative (qualifiée de *Joint Forest Management*) entre les autorités et les usagers plutôt que d'une véritable gestion participative qui mettrait ces derniers au centre du processus de décision et les considérerait comme propriétaires de la ressource et non comme simples usagers (Witcomb & Dorward 2009 ; Mogoi et al. 2012). Concrètement, l'avantage principal conféré par le fait d'être membre d'une CFA est de pouvoir accéder à la possibilité de cultiver sur les plantations gérées par le KFS²⁹. Sur ce dernier point, l'établissement de *Plantation Establishment and Livelihood Improvement Schemes* (PELIS) peut être interprété comme une sorte de retour au *shamba system*. Introduit par les Britanniques en 1910, ce système consistait à planter conjointement des plants d'arbres et des cultures vivrières au sein des zones de plantations gérées par le Forest Department. Les agriculteurs impliqués étaient chargés de veiller à la bonne croissance des plants d'arbres en même temps que

29. Les droits d'usages rattachés aux forêts publiques (ceux de pouvoir collecter du bois mort, du miel ou des herbes médicinales, de faire paître son bétail) ne sont pas soumis à l'adhésion à une CFA.

celle de leurs cultures. Après environ trois ans, lorsque le port des arbres faisait trop d'ombre aux cultures, une nouvelle portion de forêt au sein des plantations était défrichée. Interdit en 1988 avant d'être rétabli en 1994 (sous une forme non résidentielle), ce système a de nouveau connu un coup d'arrêt en 2003 avant d'être réintroduit – désormais sous l'acronyme « PELIS » – en 2007 (Witcomb & Dorward 2009). Le changement n'est néanmoins que de façade car le fonctionnement est globalement similaire. Le Kenya Forestry Research Institute (KEFRI) évaluait à 10 000 hectares³⁰ l'étendue des plantations gérées par le système PELIS en 2013 (KEFRI 2014).

Dans le cas de la réforme de l'eau, le pouvoir de décision reste également très centralisé (Mumma 2007). À l'échelle régionale, ce sont les autorités gouvernementales qui formulent les plans de gestion (les *catchment areas management strategy plans*). Tel qu'observé dans la région de Naivasha, les règles de gestion et de protection de la ressource hydrique que les WRUA sont censées formuler sont peu modulées au niveau local par chaque association et correspondent fortement aux règles fixées par la loi ou aux recommandations de la WRMA ou d'autres organisations qui accompagnent les WRUA localement. Les associations ne disposent, par ailleurs, d'aucun pouvoir de sanction et doivent se contenter de signaler les irrégularités observées à la WRMA, qui ne donne pas forcément suite faute de temps ou de moyens. Leur création a été encouragée par la tenue de réunions organisées par la WRMA en collaboration avec des représentants des autorités locales, ou bien par des ONG ou agences de coopération présentes localement. Les membres de ces associations sont essentiellement mobilisés pour les activités de protection des bassins-versants, en particulier à travers l'entretien ou la restauration de ripisylves (forêts riveraines) par la plantation d'arbres d'essence locale décrits comme des « *water-friendly trees* ». En zone rurale, ils sont également sollicités pour s'adresser aux propriétaires de terres riveraines des cours d'eau (dont beaucoup sont agriculteurs) afin de les sensibiliser aux questions de protection de la ressource hydrique.

La faiblesse des ressources dont disposent les associations d'usagers est décrite dans les travaux qui leur sont consacrés comme un des freins majeurs à leur développement. Le KFS comme la WRMA conservent en effet la main sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources forestières pour l'un, et des taxes sur la consommation de l'eau pour l'autre. Les cotisations annuelles de leurs membres constituent la seule base de revenus fixes sur laquelle les associations peuvent s'appuyer. Or, lorsque celle-ci est versée à titre individuel, elle est généralement d'un montant faible (de l'ordre de quelques euros). Les associations peuvent néanmoins postuler à des aides

30. Dans un premier temps seulement vingt-quatre plantations du pays sont concernées.

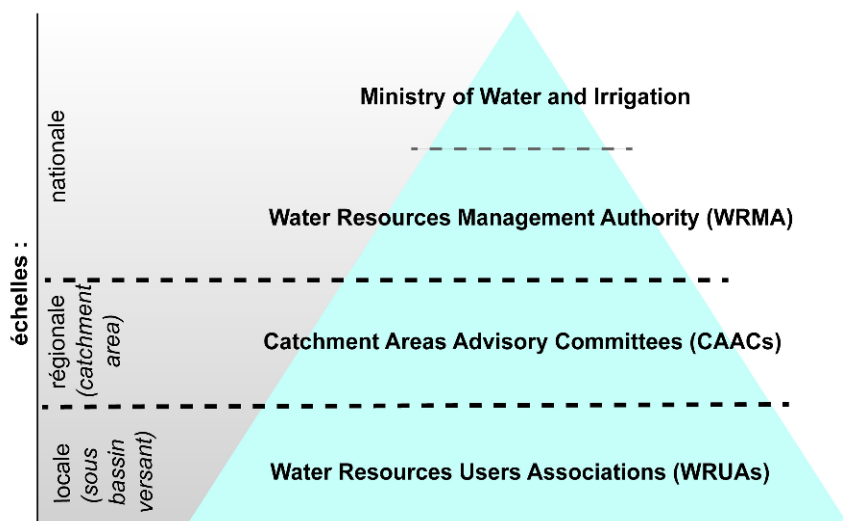


Figure 2. Organisation institutionnelle du secteur de l'eau après l'adoption du *Water Act* de 2002

Source : Ministère kényan de l'Eau. Réalisation : Gaële Rouillé-Kielo.

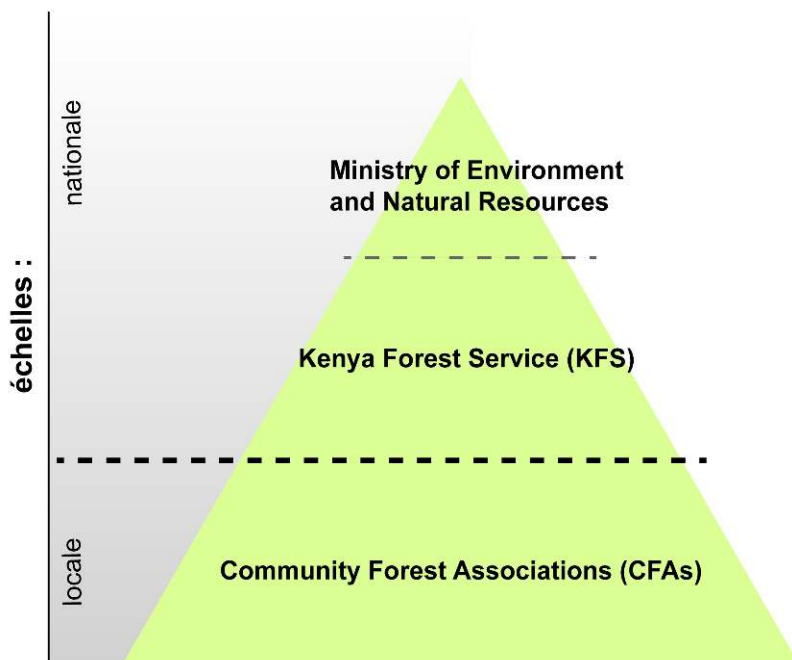


Figure 3. Organisation institutionnelle du secteur forestier après l'adoption du *Forest Act* de 2005

Source : Ministère kényan de l'Environnement et de la Forêt.
Réalisation : Gaële Rouillé-Kielo.

punctuelles au titre de groupes communautaires auprès du Community Development Trust Fund (CDTF). Dans le secteur de l'eau, le WSTF (le Water Service Trust Fund), censé financer les activités des plans de gestion des WRUA, a récemment été enjoint par ses bailleurs de ne financer que les WRUA situées à l'intérieur des *counties* sélectionnés dans leurs projets³¹. Pour faire face à cette situation de relative précarité financière, WRUA et CFA sont encouragées à développer des stratégies de différenciation de leurs sources de revenus, en répondant notamment à des offres de bourses offertes par des organisations environnementales.

Qui « participe » ?

La participation au sein des associations d'usagers se fait sous la forme du volontariat et est soumise au paiement d'une cotisation généralement annuelle. La plupart des associations d'usagers ont un système d'adhésion corporatif et réunissent différents groupes d'intérêt (pépinières, apiculteurs etc.). Dans les régions qui s'y prêtent, il est d'ailleurs courant que ces groupes soient à la fois membres de la CFA et de la WRUA locales. Si la composition des associations, et en particulier de leur bureau, est censée (comme l'y encouragent les autorités) être représentative des différentes composantes de la « communauté » locale concernée (critère paritaire, représentation des jeunes et des différents groupes culturels, représentation des différentes zones de l'amont à l'aval des sous bassins-versants pour les WRUA), les études qui se sont penchées sur la question rapportent une réalité plus contrastée.

Les travaux consacrés aux CFA mettent en avant une marginalisation des populations les plus pauvres, qui s'explique par le système de cotisations présenté comme un obstacle économique (Hübertz 2009). Par ailleurs, au sein des bureaux des associations, les positions de choix (président et secrétaire) seraient largement occupées par des hommes, les femmes étant reléguées aux tâches les plus chronophages et les moins gratifiantes (Mogoi et al. 2012). D'autre part, dans la CFA de la forêt Ngare Ndare près du mont Kenya, Chomba et al. (2015) rapportent l'accaparement du pouvoir décisionnel par quelques membres dans une zone marquée par de forts écarts socio-économiques et fonciers³². Cette situation n'est toutefois pas

31. Dans le cadre du programme ASAL (*arid and semi arid land*), mené par l'agence de coopération danoise Danida et l'Union européenne, seuls six *counties* avaient été sélectionnés. Aujourd'hui, avec de nouveaux projets voyant le jour, environ dix-sept *counties* et un peu moins de 100 WRUA devraient pouvoir être soutenus par le WSTF au cours des années à venir (entretien du 16 septembre 2016 auprès de deux agents des services du WSTF).

32. Les grands propriétaires, en général d'origine européenne, de *ranches* ou de *conservancies* dont la taille peut atteindre plus de 10 000 hectares, seraient

forcément constatée ailleurs, comme dans l'est du complexe forestier de la Mau (forêts de Sururu et d'Eburu) où le système d'adhésion corporatif est présenté comme un garde-fou à la confiscation du pouvoir par les usagers les plus aisés (Mutune, Wahome & Mungai 2015). Beaucoup de ces remarques valent également pour les WRUA. Dans le bassin-versant du lac Naivasha, par exemple, les douze associations sont dirigées par des hommes. La maîtrise orale et écrite du swahili et de l'anglais, indispensable pour être secrétaire ou président d'une association, peut empêcher également les personnes les moins éduquées d'accéder à ces postes.

3. Les nouveaux enjeux de la gestion des ressources naturelles dans le cadre de la *devolution*

En 2010, le Kenya adopte une nouvelle constitution qui introduit pour changement principal la création de 47 *counties*, chacun doté d'un gouvernement. L'harmonisation du contenu des lois-cadres sur l'eau et sur la forêt avec les provisions constitutionnelles avait laissé envisager une délégation d'une partie des prérogatives du pouvoir central aux *counties*. Pourtant, la question de la *devolution* de la gouvernance des ressources naturelles est devenue un facteur de tensions.

Les dispositifs constitutionnels en matière de gouvernance des ressources naturelles

La section 69 de la Constitution de 2010 précise les obligations de l'État en matière de gestion de l'environnement et des ressources naturelles. L'État s'engage à assurer une exploitation, un usage, une gestion et une protection durable de l'environnement et des ressources naturelles ainsi qu'un partage équitable des revenus qui peuvent en être tirés (KLR 2010, 69, 1, a). L'État doit également encourager la participation dans la gestion et la protection de l'environnement (KLR 2010, 69, 1, d).

La *Schedule 4* de la Constitution, qui expose les fonctions respectives du gouvernement central et des *counties* dans le cadre du processus de *devolution*, ne permettait cependant pas d'identifier clairement qui allait être en charge de la gestion des ressources naturelles. Cette ambiguïté a donné lieu à de multiples interprétations et discussions pendant l'examen par le parlement des lois sur l'eau et sur la forêt. Le texte (*Schedule 4*, 22) dispose que le gouvernement national doit assurer la protection de l'environnement et des ressources naturelles dans le but d'instaurer un processus de développement durable. Cependant, dans ce même texte (*Schedule 4*,

parvenus à influencer les orientations budgétaires de la CFA en leur faveur, et ce au détriment des petits propriétaires kikuyu, maasaï et meru, dont 91 % possédaient moins de deux hectares de terre (Chomba et al. 2015).

10) la mission des *counties* en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles est également très large : les *counties* sont chargés de mettre en œuvre les politiques gouvernementales dans le domaine de la protection des ressources naturelles et de l'environnement, ce qui comprend, comme le précise le texte, la protection des sols et de la ressource en eau ainsi que la gestion des forêts. Les *counties* ont à leur charge les forêts précédemment gérées par les autorités locales, et non les forêts publiques (beaucoup plus grandes) qui restent gérées par le Kenya Forest Service.

La gestion des ressources naturelles, un enjeu financier convoité

Depuis l'apparition des *counties*, et dans le contexte d'attribution qui a précédé l'adoption des nouvelles lois-cadres et des textes d'application afférents, les nouvelles modalités de gestion des ressources hydriques et forestières dans le cadre de la *devolution* ont donné lieu à des discussions intenses. Des disputes entre *counties* ont plusieurs fois été relayées dans la presse³³, suite aux velléités exprimées par les gouverneurs de certains *counties* – comme ceux de Nyandarua ou de Murang'a où se trouvent les sources des cours d'eau approvisionnant notamment Nairobi – de réclamer une compensation financière aux *counties* situés à l'aval. Durant la période de révision de la loi-cadre sur la forêt, la question du partage des revenus a quant à elle été très débattue. Avec les dispositifs prévus par la nouvelle loi, le KFS conserve un pouvoir discrétionnaire sur la délivrance de licences d'exploitation des forêts publiques de plantation et, par là même, la main sur les revenus qui en sont tirés (évalués à 1 milliard KES, soit l'équivalent de 8,6 millions EUR par an). Par ailleurs, l'exploitation des arbres matures des forêts d'essences locales ou la vente de crédits carbone dans le cadre de la mise en place éventuelle de programmes REDD+ représentent autant de sources de revenus que lorgnaient les gouverneurs de *counties*. Pendant les discussions qui ont précédé l'adoption du texte, la National Alliance of Community Forest Associations (NACOFA), qui représente les CFA au niveau national, avait également entamé des négociations avec le pouvoir central afin que les associations d'usagers puissent bénéficier d'un partage des revenus tirés de l'exploitation des forêts publiques dont elles participent à la gestion. Ces réclamations devraient *a priori* rester lettre morte.

Le *Water Act* (Republic of Kenya 2016) et le *Forest Conservation and Management Act* (Republic of Kenya 2016) ont finalement été adoptés en septembre 2016, soit respectivement deux et un an après leur rédaction. Ces textes clarifient partiellement les modalités de participation des *counties*

33. Voir notamment Munyeki, James. 2013. « Central Nakuru, Nairobi Counties Have Vowed not to Pay for Water ». *The Standard*, 9 août. URL : <https://www.standardmedia.co.ke/central/article/2000090485/uproar-over-countys-plan-to-charge-for-water> [archive].

aux questions de gestion des ressources naturelles. En ce qui concerne la ressource en eau, des représentants des *counties* seront nommés dans les nouveaux comités de bassin, les Basin Water Resources Committees (BWRC), au mandat élargi, venus remplacer les anciens CAAC qui n'avaient eu jusqu'à présent qu'un rôle très limité, exclusivement consultatif.

L'affirmation du pouvoir décisionnel à l'échelon national marquée dans le *Water Act* 2016 est contestée par les représentants de comtés dès l'adoption du texte, dont ils proclament le caractère anticonstitutionnel³⁴. Depuis, des articles de presse témoignent de la volonté, non éteinte, de gouverneurs de comtés de prendre possession de l'eau des barrages pour les communautés riveraines³⁵ ou d'imposer des taxes sur la fourniture d'eau à d'autres comtés³⁶. En 2019, le comté de Nairobi s'est engagé à compenser les comtés où se trouvent les cours d'eau qui participent à alimenter la ville en adoptant la *Water and Sanitation Services Policy*³⁷.

En dehors de ces nouvelles lois-cadres, depuis l'adoption de la Constitution de 2010, plusieurs initiatives ont vu le jour pour développer les discussions à l'échelle des *counties* entre les différents acteurs clés de la protection des ressources naturelles. Des *county natural resources forums* devraient ainsi être créés avec les représentants du gouvernement central, du *county*, du secteur privé, de la société civile et des « communautés indigènes » (*indigenous communities*). En 2016, seulement six forums auraient été créés³⁸. Dans le cas des châteaux d'eau qui s'étendent pour beaucoup sur plusieurs *counties* (celui du mont Kenya est par exemple partagé entre

34. Plusieurs articles de presse sont publiés à ce propos dans les mois qui suivent l'adoption du texte, notamment pour rapporter un appel auprès de la cour de justice de la part du *Council of Governors*, représentant les gouverneurs de comtés (Kadida, Jillo. 2016. « Counties in Court to Block Enforcement of Water Act, Say it Takes away their Roles ». *The Star*, 15 décembre ; Kadida, Jillo. 2017. « Citizen Sues to Stop Implementation of New Water Act ». *The Star*, 6 février [archive] ; Kakah, Maureen. 2016. « Governors Challenge Implementation of Water Act in Kenya ». *Daily Nation*, 14 décembre. URL : <https://nation.africa/kenya/news/governors-challenge-implementation-of-water-act-337874> [archive]).

35. Gachane, Ndungu. 2019. « Wa Iria Threatens Lawsuit for Murang'a to Get Ndakaini Water ». *Daily Nation*, 8 septembre. URL : <https://nation.africa/kenya/counties/muranga/wa-iria-threatens-lawsuit-for-murang-a-to-get-ndakaini-water-201678> [archive].

36. Maina, Waikwa. 2018 « Nyandarua Leaders Want 14 Counties to Pay for Water Supply ». *Business Daily*.

37. Le comté de Nairobi est le premier du pays à avoir adopté un texte dans ce domaine. Le montant des fonds réservés pour les compensations aux autres comtés n'a pas été signalé dans les sources consultées.

38. Entretien du 25 septembre 2016. Kenya Working Forest Group (KFWG), coordinateur national.

cinq *counties*), la KWTa encourage à établir des plans de gestion intégrée (*inter-county management plans*) en adoptant une « approche par paysage » (*landscape approach*) afin de faire en sorte que la gestion des ressources naturelles s’émancipe des frontières administratives et corresponde à celles des écosystèmes (KWTa 2015, 32).

Conclusion

Les changements amorcés par l’adoption des nouvelles lois-cadres sur l’eau et la forêt, au début des années 2000 et révisées dernièrement, font écho au paradigme « intégrateur » dans la gestion des ressources naturelles, avec une plus grande inclusion des échelons locaux de « gouvernance ». Toutefois, après plusieurs années d’application et malgré les légères révisions apportées récemment dans le cadre de la *devolution*, cette inclusion vise avant tout la gestion des ressources dans des espaces que l’on pourrait qualifier de « productifs » (les plantations du KFS par exemple avec le système « PELIS », ou les parcelles agricoles riveraines des cours d’eau) et non dans des espaces voués à être plus strictement protégés. Dans ces espaces « productifs » y compris, le pouvoir central conserve le contrôle sur les règles d’usage des ressources ainsi que sur les revenus tirés de la monétarisation de ce même usage. Les associations d’usagers de l’eau et de la forêt « participent » aux activités de gestion avant tout, semble-t-il, comme auxiliaires du pouvoir central, afin notamment d’aider à atteindre des objectifs fixés à l’échelle nationale, en particulier celui des 10 % de couvert arboré d’ici 2022.

Récemment, l’enjeu de la protection des châteaux d’eau a permis de justifier une mise sous protection plus stricte des réserves forestières. La valorisation des forêts qualifiées d’« *indigenous* » participe de cette construction de l’image des châteaux d’eau kényans comme des sanctuaires du patrimoine naturel national, en même temps qu’ils sont présentés comme des garants de la prospérité économique en devenir du pays. Celle-ci s’opère par une matérialisation de plus en plus formelle de leurs limites (par le biais de clôtures électriques) et, régulièrement, par l’éviction de groupes de personnes qui y résident. Les mesures de protection varient selon les espaces. Le caractère sélectif de ce mouvement de reconquête des forêts publiques interpelle sur la manière dont les autorités jugent légitime ou non la présence des occupants des anciennes réserves forestières. La question du respect des droits humains dans le cadre de ce processus de « restauration » de ces espaces se pose également régulièrement. La préparation d’un texte de loi sur la gestion des châteaux d’eau (dont la première version a été publiée en 2019) devrait potentiellement permettre de clarifier la stratégie des autorités nationales sur les modalités de restauration de ces espaces.

Bibliographie

- Amnesty International. 2018. *Families Torn apart. Forced Eviction of Indigenous People in Embobut Forest, Kenya*. Londres : Amnesty International. URL : <https://www.amnesty.org/en/documents/afr32/8340/2018/en/> [archive].
- Amnesty International. 2007 *Nowhere to Go: Forced Evictions in Mau Forest*. Londres : Amnesty International. URL : <https://www.amnesty.org/en/documents/afr32/006/2007/en/> [archive].
- Bart, François. 2006. « La montagne au cœur de l'Afrique orientale ». *Les Cahiers d'Outre-Mer* n° 235 : 307-22. <https://www.doi.org/10.4000/com.126>.
- Bennett, Genevieve, et Nathaniel Caroll. *Gaining Depth: State of Watershed Investment 2014*. Washington : Forest Trends. URL : <https://www.forest-trends.org/publications/gaining-depth-2/> [archive].
- Benjaminsen, Tor A., et Hanne Svarstad. 2012. « Discours et pratiques de conservation en Afrique ». In *Environnement, discours et pouvoir. L'approche Political ecology*, Denis Gautier, et Tor A. Benjaminsen (dir.), 111-133. Versailles : Quae. <https://doi.org/10.3917/quae.gaut.2012.01.0111>.
- Boone, Catherine. 2012. « Land Conflict and Distributive Politics in Kenya ». *African Studies Review* 55, n° 1 : 75-103. <https://doi.org/10.1353/arw.2012.0010>.
- Brockington, Dan. 2002. *Fortress Conservation: The Preservation of the Mkomazi Game Reserve, Tanzania*. Oxford : James Currey.
- Brockington, Dan, et Katherine Scholfield. 2010 « The Work of Conservation Organisations in Sub-Saharan Africa ». *The Journal of Modern African Studies* 48, n° 1 : 1-33. <https://doi.org/10.1017/S0022278X09990206>.
- Calas, Bernard. 1998. « Des contrastes spatiaux aux inégalités territoriales ». In *Le Kenya contemporain*, dirigé par François Grignon et Gérard Prunier, 13-51. Paris : IFRA-Karthala.
- Chomba, Susan W., Nathan Iben, Peter A. Minang et Fergus Sinclair. 2015. « Illusions of Empowerment? Questioning Policy and Practice of Community Forestry in Kenya ». *Ecology and Society* 20, n° 3. <https://doi.org/10.5751/ES-07741-200302>.
- Constantin, François. 2000. « Kenya : forêts violées ». In *L'Afrique orientale. Annuaire 2000*, dirigé par François Grignon et Hervé Maupeu, 237-268. Paris : L'Harmattan.
- Depraz, Samuel. 2008. *Géographie des espaces naturels protégés*. Paris : Armand Colin.
- European Union External Action. 2018. « EU Suspends its Support for Water Towers in View of Reported Human Rights Abuses ». Delegation of the European Union to Kenya, 17 janvier. URL : https://eeas.europa.eu/delegations/kenya/38343/eu-suspends-its-support-water-towers-view-reported-human-rights-abuses_en [archive].
- Evans, Lauren A., et William M. Adams. 2016. « Fencing Elephants: The Hidden Politics of Wildlife Fencing in Laikipia, Kenya ». *Land Use Policy* 51 : 215-28. <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2015.11.008>.

- Falkenmark, Malin. 1989. « The Massive Water Scarcity now Threatening Africa: Why Isn't it Being Addressed? » *Ambio* 18, n° 2 : 112-118.
- FAO. 2015. *Global Forest Resources Assessment (FRA)*. Country Report. URL : <http://www.fao.org/3/a-i4808e.pdf> [archive].
- Government of Kenya (GoK). 2002. *Water Act 2002*. Nairobi : Government Press. URL : <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/ken37553.pdf> [archive].
- Government of Kenya (GoK). 2005. *Forest Act 2005*. Nairobi : Government Press. URL : <https://www.fakenya.org/downloads/ForestsAct2005.pdf> [archive].
- Government of Kenya (GoK). 2007. *Vision 2030, The Popular Version*. Nairobi : Government Press. URL : <https://vision2030.go.ke/publication/kenya-vision-2030-popular-version/> [archive].
- Hubertz, Hanne. 2009. *Empowering and Strengthening Civil Society for Participatory Forest Management in East Africa* (EMPAFORM Programme), Final Evaluation Report. URL : <https://www.yumpu.com/en/document/read/49167414/empaform-final-evaluation-report-2009-care-internationals-> [archive].
- Kariuki, Joseph. 2006. « Common Heritage, Diverse Interests: Deforestation and Conservation Alternatives for Mount Kenya ». *Les Cahiers d'Outre-Mer* n° 235 : 347-370. <https://doi.org/10.4000/com.112>.
- Kariuki, Joseph. 2007. « Vested Interests and Natural Resource Governance in Kenya ». In *L'Afrique orientale. Annuaire 2005*, dirigé par Hélène Charton et Claire Médard. Paris : L'Harmattan.
- Kariuki, Jane, Regina Birner , et Susan Chomba. 2018. « Exploring Institutional Factors Influencing Equity in Two Payments for Ecosystem Service Schemes ». *Conservation and Society* 16, n° 3 : 320-337. http://doi.org/10.4103/cs.cs_16_27.
- Kenya Forests Working Group (KFWG). 2006. *Changes in Forest Cover in Kenya's Five "Water Towers" 2003-2005*. Nairobi : United Nation Environment Programme (UNEP). URL : <http://hdl.handle.net/20.500.11822/8695>.
- Kenya Law Reports (KLR). 2010. *The Constitution of Kenya, 2010*. URL : <https://www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/en/ke/ke019en.pdf> [archive].
- Klopp, Jacqueline M. 2012. « Deforestation and Democratization: Patronage, Politics and Forests in Kenya ». *Journal of Eastern African Studies* 6, n° 2 : 351-370. <https://doi.org/10.1080/17531055.2012.669577>.
- KWTA. 2015. *Kenya Water Towers Status Report*. Narok : Kenya Water Towers Agency.
- KWTA. 2016. *Strategic Plan 2016-2020*. Narok : Kenya Water Towers Agency.
- Maathai, Wangari. 2005. *Pour l'amour des arbres*. Paris : L'Archipel.
- Mogoi, Jephine, Emily Obonyo, Paul Ongugo, et al. 2012. « Communities, Property Rights and Forest Decentralization in Kenya: Early Lessons from Participatory Forest Management ». *Conservation and Society* 10, n° 2 : 182-194. <http://doi.org/10.4103/0972-4923.97490>.

- Mumma, Albert. 2007. « Kenya's New Water Law: An Analysis of the Implications of Kenya's Water Act 2002 for the Rural Poor ». In *Community-based Water Law and Water Resource Management Reform in Developing Countries*, dirigé par Barbara Van Koppen, Mark Giordano, John Butterworth, 158-173. Oxford : CAB International.
- Mutune, Jane M., Raphael G. Wahome, David N. Mungai. 2015. « Local Participation in Community Forest Associations: A Case Study of Sururu and Eburu Forests, Kenya ». *International Journal of African and Asian Studies* 13 : 84-94. URL : <http://crepository.uonbi.ac.ke/handle/11295/96088>.
- Nelson, Fred, et Arun Agrawal. 2008. « Patronage or Participation? Community-based Natural Resource Management Reform in Sub-Saharan Africa ». *Development and Change* 39, n° 4 : 557-585. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2008.00496.x>.
- NEMA. 2011. *State of the Environment and Outlook 2010*. Nairobi : National Environment Management Authority. URL : https://na.unep.net/siouxfalls/publications/Kenya_SDM.pdf [archive].
- PNUE, KWS, RHINO ARK & KFWG. 2003. *Aerial Survey of the Destruction of the Aberdare Range Forests*. Nairobi : United Nation Environment Programme (UNEP). URL : <http://hdl.handle.net/20.500.11822/8576>.
- PNUE. 2009. *Kenya, Atlas of Our Changing Environment*. Nairobi : United Nation Environment Programme (UNEP). URL : <http://hdl.handle.net/20.500.11822/7837>.
- PNUE. 2012. *The Role and Contribution of Montane Forests and Related Ecosystem Services to the Kenyan Economy*. Nairobi : United Nation Environment Programme (UNEP). URL : <http://hdl.handle.net/20.500.11822/29024>.
- Raison, Jean-Pierre. 1994. « Le Kenya, fragile vitrine ». In *Géographie universelle : Les Afriques au Sud du Sahara*, dirigé par Roger Brunet, Alain Dubresson, Jean-Yves Marchal, Jean-Pierre Raison, 330-342. Paris : Belin ; Montpellier : Reclus.
- Republic of Kenya (RoK), Water Resources Management Authority (WRMA). 2009. *Integrated Water Resources Management and Water Efficiency Plan for Kenya*. Nairobi : Republic of Kenya.
- Republic of Kenya (RoK). 2014. *Kenya Gazette Supplement* 116.
- Republic of Kenya (RoK). 2016. *The Forests Act. Kenya Gazette Supplement* 88, n° 7.
- Republic of Kenya (RoK). 2016. *The Forest Conservation and Management Act. Kenya Gazette Supplement* 155, n° 34.
- Republic of Kenya (RoK). 2016. *The Water Act 2016. Kenya Gazette Supplement* 164, n° 43.
- Rodary, Estienne, et Christian Castellanet. 2003. « Les trois temps de la conservation ». In *Conservation de la nature et développement, L'intégration impossible ?*, dirigé par Estienne Rodary, Christian Castellanet et Georges Rossi, 5-44. Paris : GRET – Karthala.
- Rouillé, Gaële, David Blanchon, Bernard Calas, et Élise Temple-Boyer. 2015. « Environnement, écologisation du politique et territorialisation : nouvelles

- politiques de l'eau (GIRE, PSE) et processus de territorialisations ». *L'Espace Géographique* Tome 44 : 131-146. <https://doi.org/10.3917/eg.442.0131>.
- Rouillé-Kielo, Gaële. 2019. « La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au Kenya : Une mise en œuvre inachevée et inégale sur le territoire national ». In *L'accès à l'eau en Afrique : Vers de nouveaux paradigmes ? Vulnérabilités, exclusions, résiliences et nouvelles solidarités, espace et justice*, dirigé par David Blanchon et Barbara Casciarri. Nanterre : Presses de l'Université de Nanterre.
- Rouillé-Kielo, Gaële. 2019. « Distributing Responsibilities in an Agricultural Ecosystem. Insights from the Lake Naivasha Water Basin in Kenya ». *Nature and Culture*, vol. 14, n° 3 : 251-270. <https://doi.org/10.3167/nc.2019.140303>.
- Rouillé-Kielo, Gaële. 2020. « Traduction du concept de Paiements pour services hydriques, politiques de l'eau et processus de territorialisation au Kenya ». Thèse de doctorat. Nanterre : Université Paris-Nanterre.
- Southall, Roger. 2005. « The Ndungu Report: Land & Graft in Kenya ». *Review of African Political Economy* 32, n° 103 : 142-151. URL : <http://www.jstor.org/stable/4006915>.
- Ville, Jean-Luc. 1998. « La conservation des ressources naturelles. De l'exclusion à la participation communautaire ». In *Le Kenya contemporain*, dirigé par François Grignon et Gérard Prunier, 231-243. Paris : IFRA-Karthala.
- Wass, Peter (dir.). 1995. *Kenya's Indigenous Forest: Status, Management and Conservation*. Gland & Cambridge : IUCN Forest Conservation Programme. URL : <https://www.iucn.org/fr/content/kenyas-indigenous-forests-status-management-and-conservation> [archive].
- Witcomb, Mark, Peter Dorward. 2009. « An Assessment of the Benefits and Limitations of the Shamba Agroforestry System in Kenya and of Management and Policy Requirements for Its Successful and Sustainable Reintroduction ». *Agroforestry Systems* 75, n° 3 : 261-274. <https://doi.org/10.1007/s10457-008-9200-z>.
- WRMA. 2015. *WRMA Performance Report 4, A Report to the Public from the Water Resources Management Authority*. URL : [https://wra.go.ke/wp-content/uploads/2019/05/WRMA Performance Report 4.pdf](https://wra.go.ke/wp-content/uploads/2019/05/WRMA_Performance_Report_4.pdf) [archive].

Médias

- Gachane, Ndungu. 2019. « Wa Iria Threatens Lawsuit for Murang'a to Get Ndakaini Water ». *Daily Nation*, 8 septembre. URL : <https://nation.africa/kenya/counties/muranga/wa-iria-threatens-lawsuit-for-murang-a-to-get-ndakaini-water-201678> [archive].
- Kadida, Jillo. 2016. « Counties in Court to Block Enforcement of Water Act, Say it Takes away their Roles ». *The Star*, 15 décembre.
- Kadida, Jillo. 2017. « Citizen Sues to Stop Implementation of New Water Act ». *The Star*, 6 février [archive].
- Kakah, Maureen. 2016. « Governors Challenge Implementation of Water Act in Kenya ». *Daily Nation*, 14 décembre. URL : <https://nation.africa/kenya/news/governors-challenge-implementation-of-water-act-337874> [archive].

- Kemei, Kipchumba. 2014. « KWS-KFS Merger Opposed, Says CS ». *The Standard*, 5 avril. URL : <https://www.standardmedia.co.ke/kenya/article/2000108630/kws-kfs-merger-opposed-says-cs> [archive].
- « Kenya: Abusive Evictions in Mau Forest ». 2019. *Human Rights Watch*, 20 septembre. URL : <https://www.hrw.org/news/2019/09/20/kenya-abusive-evictions-mau-forest> [archive].
- « Kenya: Mau Forest Evictees' Plight Intensifies ». 2020. *Human Rights Watch*, 23 juillet. URL : <https://www.hrw.org/news/2020/07/23/kenya-mau-forest-evictees-plight-intensifies> [archive].
- Kitelo, Peter. 2016. « Does Burning Homes Save the Water Towers? Quite the Opposite ». *The Star*, 12 juillet. Repris dans *Katiba Institute* : <http://katibainstitute.org/does-burning-homes-save-the-water-towers-quite-the-opposite/> [archive].
- Maina, Waikwa. 2018 « Nyandarua Leaders Want 14 Counties to Pay for Water Supply ». *Business Daily*.
- « Mau Evictions Should Be Done Humanely ». 2019. *The Standard*, 7 octobre. URL : <https://www.standardmedia.co.ke/editorial/article/2001344617/mau-evictions-should-be-done-humanely> [archive].
- Munyeki, James. 2013. « Central Nakuru, Nairobi Counties Have Vowed not to Pay for Water ». *The Standard*, 9 août. URL : <https://www.standardmedia.co.ke/central/article/2000090485/uproar-over-countys-plan-to-charge-for-water> [archive].
- Mwale, Anne. 2019. « Looming Mau Phase Two Evictions Elicit Mixed Reactions ». *Kenya News Agency*, 6 septembre. URL : <https://www.kenyanews.go.ke/looming-mau-phase-two-evictions-elicited-mixed-reactions/> [archive].
- Ndii, David. 2015. « Why Uhuru's Parastatal Reform Was Doomed to Fail ». *Daily Nation*, 8 mai. URL : <https://nation.africa/kenya/blogs-opinion/opinion/why-uhuru-s-parastatal-reform-was-doomed-to-fail-1092180> [archive].
- Sayagie, George. 2019. « 60,000 Families Targeted in Second Mau Forest Eviction ». *Daily Nation*, 2 septembre. URL : <https://nation.africa/kenya/counties/narok/60-000-families-targeted-in-second-mau-forest-eviction-199852> [archive].
- Vidal, John. 2014. « Kenyan Families Flee Embobut Forest to Avoid Forced Evictions by Police ». *The Guardian*, 7 janvier. URL : <https://www.theguardian.com/global-development/2014/jan/07/kenya-embobut-forest-forced-evictions-police> [archive].
- Watts, Jonathan. 2018. « Kenya Forest Death: Activists Blame EU for Ignoring Human Rights Warnings ». *The Guardian*, 19 janvier. URL : <https://www.theguardian.com/environment/2018/jan/19/kenya-forest-death-activists-blame-eu-for-ignoring-human-rights-warnings> [archive].

